

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

**à l'encontre de la société EDILTECO SUD  
située sur le territoire de la commune du Pontet (84 130)**

**Le préfet de Vaucluse  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 181-46.
- VU** le code de l'urbanisme.
- VU** le code des relations entre le public et l'administration.
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- VU** le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Bertrand GAUME.
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 autorisant la société Deltisol à exploiter des installations de fabrication de matériaux d'isolation en polystyrène expansé, situées sur le territoire de la commune du Pontet (84 130).
- VU** l'arrêté préfectoral du 31 août 2020 donnant délégation de signature à M. Christian Guyard, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse.
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018.
- VU** l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégés contre la foudre. ».
- VU** l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ...le bâtiment « stockage NORD » doit être renforcé pour permettre d'atteindre une stabilité au feu de 2 heures (murs REI 120). Des portes coupe-feu de résistance de 2 heures seront mises en place. ».

- VU** le titre 11 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ...Renforcement de la structure du bâtiment NORD et mise en place des portes coupe feu 2 h. Date d'échéance : 31 décembre 2020 ».
- VU** l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ..., la façade SUD du bâtiment « stockage SUD » se trouvant à 12 m de la limite de propriété, doit être renforcée pour permettre d'atteindre une stabilité au feu de 2 heures (murs REI 120). Une porte coupe-feu de résistance de 2 heures sera mise en place... ».
- VU** le titre 11 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ...Renforcement de la structure de la façade SUD du stockage SUD et mise en place d'une porte coupe feu 2 h. Date d'échéance : 31 décembre 2020 ».
- VU** l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ..., dans le local de stockage blocs, une porte coupe-feu de résistance de 2 heures sera mise en place ».
- VU** le titre 11 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ...Mise en place de portes coupe-feu 2 h dans le local de stockage bloc. Date d'échéance : 31 décembre 2020. ».
- VU** l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ..., le mur en limite de propriété coté cour Est sera renforcé pour permettre d'atteindre une stabilité au feu de 2 heures (murs REI 120). ».
- VU** le titre 11 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ...Renforcement du mur en limite de propriété coté cour camion. Date d'échéance : 31 décembre 2020 ».
- VU** l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ..., la façade SUD du bâtiment « stockage de produits finis » sera confortée pour permettre d'atteindre une stabilité au feu de 2 heures (murs REI 120) et sera rehaussée de 1 m au-dessus des toits. ».
- VU** le titre 11 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ...Renforcement de la façade SUD du stockage des produits finis avec un dépassement de 1 m au-dessus des toitures. Date d'échéance : 31 décembre 2020 ».
- VU** l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ..., l'ensemble des locaux à risques sera équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. ».
- VU** le titre 11 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ...Mise en place de moyens de désenfumage sur l'ensemble des locaux à risques. Date d'échéance : 31 mars 2021. ».
- VU** le titre 11 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié qui dispose notamment que :  
« ...La tenue au feu des portes et murs, listés dans le tableau ci-dessus, est validée par un bureau de contrôle compétent en la matière. ».

**VU** le courrier du 28 octobre 2020 de la société EDILTECO SUD, informant Monsieur le préfet du changement d'exploitant des installations exploitées par la société Deltisol sur le territoire de la commune du Pontet, à la suite de la mise en liquidation judiciaire de la société Deltisol par décision du tribunal de commerce d'Avignon le 23 septembre 2020.

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 août 2021 transmis par courrier du 13 août 2021 à la société EDILTECO SUD à la suite de l'inspection du 16 juin 2021, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement.

**VU** l'absence d'observations de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé.

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 16 juin 2021, l'inspection des installations classées a constaté que :

- La mise à la terre des installations de protection contre la foudre n'est pas terminée.
- Les murs coupe-feu de la façade SUD du stockage produits finis et le mur coupe-feu en limite de propriété côté cour camion ne sont pas terminés.
- Les portes coupe-feu du bâtiment de stockage NORD, du bâtiment de stockage SUD et du local stockage de blocs n'ont pas été installées.
- La tenue au feu des murs coupe-feu du bâtiment de stockage NORD et de la façade sud du bâtiment « SUD » n'a pas été validée par un bureau de contrôle compétent en la matière.
- L'ensemble des locaux à risque ne disposent pas de moyens de désenfumage.

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions susvisées des articles 8.3.3, 9.1.1, 8.2.4 et du titre 11 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié.

**CONSIDÉRANT** que ces manquements peuvent porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier en ce qui concerne les risques accidentels.

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure la société EDILTECO SUD de respecter les dispositions susvisées des articles 8.3.3, 9.1.1, 8.2.4 et du titre 11 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié.

Sur proposition de monsieur le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse.

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société EDILTECO SUD est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur la commune de Le Pontet, de respecter :

- **sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes du titre 11 de l'arrêté du 15 janvier 2018 modifié :

«

Article	Types de mesure à prendre
8.3.3.	Mise en place des dispositifs de protection contre la foudre

... » ;

- **avant le 31 décembre 2021**, les dispositions suivantes du titre 11 de l'arrêté du 15 janvier 2018 modifié :

«

Articles	Types de mesure à prendre
9.1.1.	Renforcement de la structure du bâtiment NORD et mise en place des portes coupe feu 2 h.
9.1.1.	Renforcement de la structure de la façade SUD du stockage SUD et mise en place d'une porte coupe feu 2 h.
9.1.1.	Mise en place de portes coupe-feu 2 h dans le local de stockage bloc.
9.1.1.	Renforcement du mur en limite de propriété coté cour camion
9.1.1.	Renforcement de la façade SUD du stockage des produits finis avec un dépassement de 1 m au-dessus des toitures.

...

La tenue au feu des portes et murs, listés dans le tableau ci-dessus, est validée par un bureau de contrôle compétent en la matière. » ;

- **avant le 1er juin 2022**, les dispositions suivantes du titre 11 de l'arrêté du 15 janvier 2018 modifié :

«

Articles	Types de mesure à prendre
8.2.4.	Mise en place de moyens de désenfumage sur l'ensemble des locaux à risques

».

## **Article 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

## **Article 3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « *Télérecours Citoyens* » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

#### **Article 4 : Mesures de publicité**

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire du Pontet, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Avignon, le 10 SEP. 2021

Pour le préfet  
le secrétaire général,  
  
Christian GUYARD

